

la concentration se signifiant que la prépondérance à la longue de la tendance centralisatrice sur la tendance contraire, de même, le passage du capitalisme à sa phase étatique-bureaucratique ne signifie pas sur le plan international la disparition immédiate des forces et des tendances centrifuges, mais leur défaite dans une longue perspective. L'essentiel de ce raisonnement est sans doute correct, mais il doit être concrétisé dans les conditions actuelles. L'apparition du capitalisme bureaucratique ne se situe pas à un moment quelconque de l'histoire du capitalisme, mais au moment précis où la concentration internationale a atteint son avant-dernier palier, par la division du monde en deux blocs, et où se prépare la lutte suprême entre groupements d'exploiteurs pour la domination mondiale. Il serait par conséquent complètement faux de s'attendre à une transformation d'abord de tous les pays en pays étatistes-bureaucratiques, après quoi la lutte entre ces bureaucraties conduirait à une concentration mondiale. L'époque est trop avancée pour qu'une telle évolution puisse avoir lieu. Les deux processus — la concentration sur le plan national, exprimée par l'étatisation, et la concentration sur le plan mondial, exprimée dans la lutte pour la domination mondiale — se déroulent parallèlement, dans une rigoureuse interdépendance.

Par conséquent, des phénomènes comme la révolte ou les tentatives de révolte des bureaucraties nationales contre la bureaucratie dominante — en l'espèce, la bureaucratie russe — sont des manifestations naturelles et organiques de la constitution de la bureaucratie en classe dans tel ou tel pays, mais ne peuvent avoir une réalisation qu'exceptionnellement et sont condamnées de plus en plus à rester à l'état de pures velléités ou de sourdes frictions de coulisse.

Mais ces considérations resteraient encore partielles et abstraites si on ne les reliait pas la question à la nature de la bureaucratie en tant que classe. La bourgeoisie est née et s'est développée en tant que classe sur le plan national; c'est par la constitution de la nation moderne qu'elle a trouvé son premier « espace vital », c'est au cadre national qu'elle est obligée de revenir lorsque sa crise devenue trop aiguë l'expulse du marché mondial. L'évolution qui pousse quelques-unes et en définitive une seule bourgeoisie à la domination mondiale s'accompagne de profondes modifications de sa propre structure économique et sociale, de sorte que l'on peut dire qu'en parvenant à la domination mondiale, la bourgeoisie se sera

dépassée elle-même en tant que classe. (52) En revanche pour la bureaucratie, la nation n'est qu'un cadre formel, sans contenu véritable. Son économie n'est pas basée sur les échanges commerciaux avec d'autres nations, intégrées toutes par la division du travail au sein d'un marché international, mais sur l'unification autoritaire de toutes les unités bureaucratiques sous le commandement central d'une bureaucratie dominante. D'autre part, son accession au pouvoir, loin d'être un phénomène « purement » économique — à supposer que de tels phénomènes aient jamais existé — est matériellement inséparable d'une lutte politique et idéologique qui se mène sur le plan mondial, et d'un rapport de force existant sur ce même plan mondial. Elle est donc (par essence, et en opposition avec la bourgeoisie traditionnelle) classe internationale avant même d'être classe dominante dans le cadre « national ». Détachée de ce système bureaucratique international, seuls des facteurs conjoncturels peuvent la faire survivre. Ainsi, par exemple, la lutte russo-yougoslave eût été dénouée dans les vingt-quatre heures en l'absence d'une conjoncture internationale qui interdisait aux U.S.A. de rester indifférents face à une occupation russe de la Yougoslavie.

Résumons-nous :

La domination de la bureaucratie russe sur ses pays satellites découle des nécessités propres du régime d'exploitation en Russie. La crise du capitalisme bureaucratique, résultant de la crise de la productivité du travail, se manifestant comme crise chronique de sous-production relative, les pays satellites ne sont pas « colonisés » par la Russie dans le sens qu'ils ne lui servent pas de terrain d'exportation de capital ou même de débouchés d'écoulement de la surproduction; ils servent la bureaucratie par le prélèvement direct de valeurs qu'elle y opère sous une forme ou sous une autre. Pour ces pays, l'exploitation de la bureaucratie russe s'ajoute donc à celle exercée par la bureaucratie « nationale ». La lutte pour le partage du produit de l'exploitation de ces pays est à l'origine des conflits ouverts ou latents entre cette dernière et la bureaucratie russe. Dans la mesure où la domination internationale de la bureaucratie ne peut que se concrétiser à l'échelle locale ou nationale par le pouvoir particulier d'une bureaucratie déterminée, ces luttes, de même que les conflits entre différentes fractions d'une bureaucratie na-

(52) Ce qui correspond à la modification profonde de la structure même du régime d'exploitation dans le cas où cette unification de l'économie mondiale sur des bases réactionnaires se réaliserait.

tionale, sont inhérentes à la nature même du capitalisme bureaucratique et existeront par conséquent aussi longtemps que le système d'exploitation qui les engendre. Cependant, elles pourront prendre de moins en moins la forme ouverte de conflit entre « Etats », et déjà à l'époque actuelle cette forme ne se réalise qu'exceptionnellement. La raison en est l'interdépendance directe des secteurs (technico-économiques ou géographiques) d'un système bureaucratique, qui trouve son parallèle dans la domination directe de la bureaucratie centrale sur les bureaucraties périphériques, et l'étape avancée à laquelle se trouve le processus de concentration internationale du capital, impliquant un rapport de forces qui confère une suprématie écrasante au pôle dominateur (en l'occurrence, la Russie), par rapport aux unités secondaires (les Etats satellites). (53)

Le fond de la crise russo-yougoslave est donc à chercher dans la lutte typiquement interbureaucratique pour le partage du produit de l'exploitation. Ce que ce conflit présente de particulier dans le cas concret, c'est qu'une série de raisons conjoncturelles ont fait de la bureaucratie yougoslave (et non pas d'une autre bureaucratie vassale) le pionnier solitaire de la révolte jusqu'à la rupture politique la plus tranchée. Ces raisons conjoncturelles concernent à la fois les caractéristiques propres de la bureaucratie yougoslave et la situation internationale. Leur analyse détaillée ne présente qu'un intérêt secondaire. Rappelons simplement que parmi toutes les bureaucraties des pays satellites, la bureaucratie yougoslave a été la seule à s'être emparée du pouvoir presque exclusivement par sa propre action, donc à disposer à l'intérieur même de son pays d'une force autonome et authentique et à avoir évité, jusqu'en 1948, le contrôle russe sur le plan policier, militaire et économique. D'autre part, seule la division du monde en deux blocs, l'équilibre relatif des forces entre ces deux blocs et la position géographique de la Yougoslavie aux confins des deux mondes ont permis au titisme sinon de se manifester, tout au moins d'exister jusqu'à ce jour sans être rapidement écrasé. Mais le jeu d'équilibre auquel se livre la bureaucratie yougoslave entre les deux colosses en présence, a une limite historique bien précise, l'explosion de la troisième guerre mondiale.

(53) Dans une société bureaucratique universelle, le caractère à la fois chronique et latent de ces luttes serait une des expressions les plus significatives de sa stagnation historique.

L'IDEOLOGIE DU TITISME

Le caractère réactionnaire de la bureaucratie yougoslave et de la lutte qu'elle mène pour le droit des peuples à être exploités par leur propre classe dominante, se reflète directement dans l'attirail idéologique qu'elle s'est créée pour justifier et fortifier aux yeux des travailleurs yougoslaves sa position. Créée de toutes pièces, étape après étape, pour les besoins de la cause, cette parure idéologique n'en livre que plus facilement son contenu mystificateur.

Il est impossible de se livrer à une critique exhaustive des élucubrations plates qui forment le plus clair du « marxisme » à la sauce titiste. Nous avons eu déjà l'occasion de parler de certaines manifestations du titisme dans ce domaine, en ce qui concerne le stakhanovisme, par exemple, ou la politique yougoslave à l'O.N.U. Ici, nous voulons seulement résumer les principaux aspects réactionnaires de cette idéologie; nous nous étendrons davantage sur la critique d'un de ses produits, la théorie du commerce extérieur de M. Popovic, dans laquelle se concrétise avec une évidence particulière le caractère réactionnaire du nationalisme bureaucratique.

Le titisme n'est qu'une forme particulière du bureaucratisme stalinien, profondément identique à celui-ci et ne s'y opposant que dans la mesure exacte où peuvent s'opposer les intérêts d'une bureaucratie subordonnée à ceux d'une bureaucratie dominante plus forte. D'une manière analogue, l'idéologie titiste n'est au fond que l'idéologie stalinienne, amendée uniquement sur les points qui opposent Belgrade à Moscou, de manière à justifier la résistance titiste.

La base économique des deux sociétés, les fondements du pouvoir de la bureaucratie en Russie comme en Yougoslavie, sont essentiellement les mêmes : l'exploitation du prolétariat et de la paysannerie sous la forme de propriété et de la gestion de l'économie par l'Etat, Etat qui n'est que la bureaucratie elle-même constituée en classe dominante. Sur le plan idéologique, la mystification des masses inhérente à cette exploitation se fait par la présentation de l'étatisation comme identique au socialisme et du pouvoir de la bureaucratie comme identique au pouvoir du « peuple ».

Rien de particulier ne distingue sur ce plan la bureaucratie yougoslave de la bureaucratie russe. Tous les Etats dans les-

quels les partis staliniens détiennent le pouvoir sont indistinctement qualifiés de « socialistes » par les dirigeants titistes. Pour apprécier le véritable contenu qu'ils donnent à ce terme, le passage suivant d'un discours de Tito est d'une aide considérable :

« Le problème des rapports de la Yougoslavie avec les autres pays qui avancent vers le socialisme ne sera résolu que le jour où la Yougoslavie, ayant réalisé le plan de cinq ans et achevé la construction du socialisme, aura amélioré les conditions de vie de ses populations dans le cadre d'une économie socialiste. (54)

Le sens politique de cette phrase est suffisamment clair. « Le problème des rapports de la Yougoslavie avec les autres pays qui avancent vers le socialisme », c'est-à-dire les questions qui doivent être réglées entre les bureaucraties dominantes des pays de la zone russe, « sera résolu le jour où la Yougoslavie aura réalisé le plan de cinq ans », c'est-à-dire le jour, où étant plus forts parce qu'ayant une industrie solide, nous pourrons discuter avec vous sur des bases différentes. L'« achèvement de la construction du socialisme » est considéré ici comme équivalent à la « réalisation du plan de cinq ans » et pour cause : car pour la bureaucratie, socialisme veut dire industrialisation plus étatisation.

La Yougoslavie va donc « construire le socialisme » (c'est-à-dire s'industrialiser). Mais va-t-elle le construire toute seule ? Il ne faut pas oublier que la réponse que la bureaucratie stalinienne donnait il y a vingt-cinq ans, au problème du « socialisme dans un seul pays » a subi une évolution significative dans la période actuelle. Les idéologues staliniens ne mettent plus du tout l'accent sur la « possibilité de construire le socialisme dans un pays pris séparément » ; laissant entendre que cette possibilité a existé par le passé pour la Russie, à cause de circonstances particulières (étendue et richesses du pays, etc., etc.), ils insistent sur le fait qu'actuellement aucune des « démocraties populaires » ne saurait édifier toute seule le socialisme, et particulièrement sans l'aide de la Russie. Cette évolution correspond à la transformation de la situation historique réelle de la bureaucratie russe : de bureaucratie isolée au milieu du monde bourgeois, qui avait donc besoin d'une « théorie » pouvant à la fois justifier son pouvoir et entraîner le prolétariat russe à se laisser exploiter (« on ne

(54) Discours de Tito devant le Congrès du P.C. de Croatie en 1948, A.F.P., 11 décembre 1948, p. 28-29. Souligné par nous.

mange pas, mais on construit le socialisme »), elle est devenue puissance mondiale, dominant et exploitant un groupe de pays, devant donc présenter une explication et une justification de l'asservissement auquel elle les soumet. La théorie du « rôle historique de l'Armée rouge dans la libération de l'Europe et l'instauration des démocraties populaires », et de l'impossibilité pour ces pays de « construire le socialisme sans l'aide de l'U.R.S.S. » sont la couverture idéologique de cet asservissement.

Les bureaucrates yougoslaves soutenaient naturellement cette conception à fond jusqu'en 1948. Ils y ont même persisté pendant la première période qui a suivi leur rupture avec Moscou. Ainsi la « Borba » du 5 juillet 1948, après avoir expliqué qu'il n'y a pas de « troisième camp », entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme, que l'on ne peut pas mettre l'U.R.S.S., « Etat socialiste » dans le même sac que les Etats impérialistes (« ceci conduirait directement vers l'impérialisme » ajoute innocemment la « Borba ») affirme que l'U.R.S.S. ne peut pas abandonner la Yougoslavie, et que « l'édification du socialisme en Yougoslavie est possible parce que l'U.R.S.S. nous aide et nous aidera » ; autrement, dit le journal de Tito, « on ne sait pas ce qui se passera et d'ailleurs le problème n'a pas d'intérêt. (!) » (55)

Ce n'est que trois mois plus tard, dans un article où elle nie toute liaison entre Tito et Gomulka et condamne les erreurs de celui-ci, que la « Borba » affirme timidement qu'il est « faux qu'une démocratie populaire ne puisse survivre si elle est séparée du Front Démocratique. » (56)

Enfin, en décembre 1948, dans son discours devant le Congrès du P. C. croate (Congrès qui a proclamé « la fidélité de la Yougoslavie à l'U.R.S.S. et au camp anti-impérialiste »), Tito a affirmé la possibilité « pour un seul pays pris séparément de construire le socialisme », thèse qui deviendra dorénavant l'idéologie officielle de la bureaucratie de Belgrade.

Nous allons maintenant pouvoir cueillir les fruits de cette conception, tels qu'ils se sont épanouis par les soins de M. Popovic, ministre du Commerce Extérieur de Yougoslavie.

(55) Borba du 5 juillet 1948, cité dans A.F.P., n° 196 (17 juillet 1948), p. 29.

(56) « Borba » du 2 octobre 1949, cité dans A.F.P., 9 octobre 1948, p. 15-17.

LA THEORIE DU COMMERCE EXTERIEUR DE M. POPOVIC

La brochure de M. Popovic sur le commerce extérieur (57) est intéressante en tant qu'elle indique le mécanisme de mystification utilisé par la bureaucratie yougoslave, et qu'elle montre avec évidence le caractère profondément réactionnaire de l'idéologie titiste.

Le fond de la question se réduit à une chose comme depuis longtemps et qui n'a pas besoin des sauces « théoriques » de Popovic pour être comprise pour ce qu'elle est : l'exploitation des démocraties populaires par la Russie. Cette exploitation se fait par deux procédés : d'une part les « sociétés mixtes » (la Russie forme avec le pays donné une société mixte pour l'exploitation de telle richesse naturelle ou de telle activité économique; la contribution réelle de la Russie est inférieure à la moitié, et parfois pratiquement nulle; en revanche la Russie a toujours 50 p. 100 du profit); d'autre part, les traités de commerce par lesquels elle impose à ses satellites l'achat de ses produits à un prix supérieur au prix mondial, ou la vente des leurs à un prix inférieur à celui-ci. Après le pillage (ouvert ou camouflé sous le couvert des « biens allemands ») des Etats satellites pendant la période 1944-1947, ces deux procédés se normalisent comme le mode permanent d'exploitation des pays secondaires par la Russie dans le cadre du système bureaucratique.

La réaction de la bureaucratie yougoslave face à cette exploitation fut, on le sait, une des causes déterminantes de la rupture entre la Yougoslavie et la Russie. Popovic aurait offert une contribution modeste, mais réelle à la compréhension de l'histoire contemporaine en exposant sérieusement et précisément les cas concrets les plus caractéristiques où s'est manifestée cette exploitation. Malheureusement il n'en donne que peu d'exemples, et ces exemples eux-mêmes sont insuffi-

(57) Melentije Popovic. Des rapports économiques entre états socialistes, Le Livre yougoslave, Paris, 1949. Comme de juste les Pantagruels théoriques du trotskysme sont venus ajouter une note gaie à la situation, en qualifiant cette stupide petite brochure d'« importante contribution théorique au marxisme » et en recommandant avec empressement la lecture à leurs militants. Il est clair qu'ils y ont reconnu une confusion à la mesure de la leur propre.

samment définis. En revanche, il s'adonne à de longs développements « théoriques » sur la question du commerce extérieur qui, lorsqu'ils ne sont pas d'une platitude sans pareille, sont d'une absurdité criante.

Le contenu de la brochure de Popovic peut être résumé par le raisonnement suivant : il y a actuellement un « système socialiste mondial », composé de plusieurs Etats « socialistes indépendants » (c'est-à-dire en réalité capitalistes bureaucratiques) comme l'U.R.S.S., les Etats socialistes de l'Est européen et, tôt ou tard, la Chine. Le problème de l'édification du socialisme se présente sous deux aspects : « édification du socialisme dans les limites de chacun de ces Etats », et « édification entre ceux-ci de rapports socialistes... marquant une rupture décisive avec les anciennes formes de relations capitalistes entre Etats et l'établissement de rapports nouveaux basés sur l'égalité socialiste en fait et en droit ». (58) Or, dit longuement Popovic, ces rapports nouveaux ne doivent pas être des rapports basés sur la loi de la valeur, c'est-à-dire ne doivent pas être des rapports capitalistes. (On nous accusera à peine d'exagération si nous remarquons que cette importante vérité, selon laquelle les rapports socialistes ne sont pas des rapports capitalistes, avait été entrevue par certains auteurs avant l'apparition du théoricien Popovic). Les rapports entre Etats basés sur la loi de la valeur aboutissent à des échanges de valeurs non équivalents, et, plus généralement, permettent aux pays plus évolués de s'approprier une partie de la plus-value mondiale produite par d'autres. Ceci d'une part à cause du développement plus grand de la productivité dans les pays évolués et de la péréquation du taux de profit, d'autre part à cause du fait que les pays évolués sont essentiellement vendeurs de produits finis et acheteurs de matières premières et des produits agricoles. L'exploitation des pays arriérés qui en résulte est renforcée dans la période actuelle par l'apparition des monopoles qui réalisent des super-bénéfices (59) à leurs dépens.

Par conséquent, les pays moins développés, où la composition organique du capital est plus basse, sont exploités par

(58) Popovic, l. c., p. 7-8.

(59) Supposons que dans un pays industriel développé A, la production de l'unité d'une marchandise nécessite une dépense de 60 unités de travail mort ou passé (capital constant : machines, matières premières), et de 40 unités de travail actuel ou vivant, dont 20 unités de travail payé (capital variable : achat de la force de travail) et 20 de travail non payé (plus-value). Supposons également que dans un pays moins développé B, où

les autres, et ceci par le mécanisme de péréquation du taux du profit, même s'ils ne commercent pas directement avec ceux-ci. Enfin, dit Popovic, dans la mesure où les « Etats socialistes indépendants » entretiennent entre eux des rapports d'échange sur une base capitaliste, c'est-à-dire échangent leurs marchandises d'après les prix qui prévalent sur le marché mondial, le même phénomène s'y produit, c'est-à-dire que les pays les plus développés absorbent une partie de la plus-value produite dans les pays les moins développés; par là même le « fonds d'accumulation socialiste » de ces derniers

est réduit et ils sont exploités par les autres. Ceci est injuste et profondément immoral, s'écrie Popovic, il nous faut des rapports économiques justes, « basés sur l'égalité ». Et de proposer en exemple la manière dont la Yougoslavie avait réglé sur une base « socialiste » ses rapports avec l'Albanie, qui évitait à cette dernière l'exploitation.

par conséquent on emploie moins de machines et plus de travail actuel, la production de cette unité exige 150 unités de travail mort et 60 de travail vivant (réparties en 30 de travail payé et 30 de travail non payé). L'unité de la marchandise produite en A aura une valeur de 100 (60+20+20); celle produite en B, une valeur de 110 (50+30+30). Mais sur le marché mondial il y a en principe un prix unique pour chaque produit. Ce prix unique sera, dans notre exemple (en supposant que seuls les pays A et B produisent la marchandise en question, et que les volumes de leur production soient égaux) de 105; par conséquent, les capitalistes de A réaliseront un profit de 25, supérieur à la plus-value qu'ils ont extraite des ouvriers de ce pays, tandis que les capitalistes de B réaliseront un profit (de 25 également) inférieur à « leur » plus-value. Le mécanisme qui est à la base de ce phénomène (et à l'analyse duquel nous ne pouvons pas entrer ici) a été appelé par Marx péréquation du taux de profit (ou formation d'un taux de profit moyen); il s'exprime par le fait que des capitaux de composition organique différente rapportent non pas un profit égal à la plus-value réellement produite dans l'entreprise, la branche ou le pays dans lequel chacun se trouve placé, mais un profit moyen calculé sur la base du rapport de la plus-value sociale (ou mondiale), totale au capital social (ou mondial) total. Ainsi, si le total du capital mondial dépensé en une année dans la production est de 500 milliards de dollars, dont 250 se trouvent aux Etats-Unis, et si la plus-value mondiale extraite aux ouvriers est de 100 mil-

liards de dollars, le taux moyen de profit sera de 20 p. 100 $\left(\frac{100}{500}\right)$, et les

capitalistes américains réaliseront un profit de $\left(\frac{20 \times 250}{100}\right) = 50$ milliards

de dollars, même si la plus-value réellement extraite aux ouvriers américains n'est, par exemple, que de 30 milliards. Ils absorbent ainsi 20 milliards en plus de « leur » plus-value, et ces 20 milliards seront la partie de la plus-value que les exploiters des autres pays ont extraite à leurs ouvriers et qu'ils ne peuvent pas s'approprier parce qu'elle dépasse le taux moyen de profit.

La somme du capital dépensé dans la production d'une marchandise et du profit moyen correspondant forme le prix de production de la marchandise en question. C'est autour de ce prix de production, et non pas autour de la valeur de la marchandise (capital + plus-value) qu'oscillent, en fonction de l'offre et de la demande, les prix réels du marché. Tout ceci vaut bien entendu dans le cadre du capitalisme concurrentiel. L'apparition des monopoles, la dislocation du marché mondial et l'étatisation croissante apportent à cette loi des modifications profondes que nous ne pouvons pas examiner ici.

Nous reviendrons par la suite à cette dernière question. Voyons pour l'instant ce que signifie le raisonnement de Popovic que nous venons de résumer en quelques lignes (et qui tient, au milieu de banalités et d'exercices oratoires de toute sorte, une cinquantaine de pages de son illisible brochure).

Nous ne nous arrêterons pas au mensonge qui consiste à qualifier la Russie et ses pays satellites de « pays socialistes »; il n'y a là rien que de très naturel de la part d'un bureaucrate stalinien, et il est de plus évident que pour lui cette dénomination signifie : « pays où les partis staliniens sont au pouvoir ». Cependant notons en passant que ce que Popovic entend par socialisme quant au fond se comprend quand on voit que pour lui le fait qu'un pays socialiste puisse en exploiter un autre est très mauvais certes — surtout pour ce dernier — mais n'est nullement incompatible avec son caractère socialiste. Sur la base de la « conception » popovicienne, il serait parfaitement possible que la terre soit couverte de pays « socialistes » qui passent leur temps à s'exploiter mutuellement. C'est une chose qu'il serait bon et juste d'éviter, mais il n'y a là aucune impossibilité, ni économique, ni autre. L'idée ne vient même pas à ce mystificateur que des rapports d'exploitation à l'extérieur présupposent et impliquent des rapports d'exploitation à l'intérieur. (60)

Mais dans la mesure où l'on peut sérieusement parler de la conception de Popovic, il faut commencer par voir que sa *base de départ* est déjà implicitement fautive et réactionnaire. Envisager comme séparés ces deux problèmes : a) édification du socialisme dans chaque pays, b) rapports « socialistes » entre ces « pays socialistes indépendants », là où il s'agit d'un et du même problème, n'est pas seulement une absurdité théorique, mais traduit pleinement le caractère bureaucratique réactionnaire de l'idéologie titiste. L'édification du socialisme dans un pays est une absurdité, une contradiction dans les termes. Le socialisme et sa construction ne sont concevables, déjà du point de vue matériel et technique, qu'à l'échelle mondiale. Mais Tito est allé plus loin que Staline dans ce sens. Celui-ci argumentait de la manière suivante : il est plus difficile pour la Russie de construire le socialisme,

(60) Les dirigeants trotskistes, qui n'ont pas fini d'étonner le monde par leur remarquable esprit de suite, ont perdu, depuis qu'ils ont dégainé en faveur de Tito et contre l'exploitation des pays satellites par la Russie, une excellente occasion de nous expliquer pourquoi et comment une économie « à bases socialistes » permet d'exploiter et de dominer d'autres pays et que devient dans cette optique l'idée fondamentale de Trotsky selon laquelle « le parasitisme bureaucratique n'est pas de l'exploitation au sens scientifique du terme ».

étant isolée que si la Révolution avait vaincu en Europe. Cependant, même isolée, la Russie peut construire le socialisme, surtout étant donné les conditions naturelles qu'elle réunit (étendue, population, richesses naturelles, etc...). L'argument ne vaut évidemment pas lourd, il est cependant dans sa forme moins stupide et moins réactionnaire que l'idéologie titiste. Celle-ci revient à affirmer : même s'il y a plusieurs pays socialistes — ou si tous les pays sont socialistes — chacun de ces pays doit édifier le socialisme « indépendamment » des autres. Du « socialisme dans un seul pays », théorie exceptionnaliste de la bureaucratie russe, nous en sommes arrivés à un « socialisme dans chaque pays pris séparément », idéologie naturelle et organique de toute bureaucratie nationale. Popovic ne peut évidemment pas dire que ces pays « socialistes » s'ignorent les uns les autres. Au contraire, comme on l'a vu. Mais au lieu de partir de l'affirmation de l'unité de l'économie mondiale et du socialisme mondial, on commence par affirmer l'« indépendance » des pays socialistes, le fait que chacun « commence » à édifier le socialisme chez soi.

Mais l'unité de l'économie mondiale est une réalité trop puissante. Les relations économiques entre le fameux « Etat socialiste indépendant » et le monde sont une question de vie ou de mort. C'est alors que Popovic nous présente sa théorie des « rapports socialistes » ou « égalitaires » entre les pays socialistes indépendants. Ces rapports doivent être basés sur l'« égalité ». Mais quelle égalité ?

Cette égalité ou bien ne signifie rien du tout, ou bien est une plate et réactionnaire utopie proudhonienne. De même que les petits patrons écrasés par la concurrence capitaliste regardent avec nostalgie en arrière, vers les temps de la simple production marchande, et demandent le rétablissement virginal de l'« égalité », et de la loi de la valeur telle qu'elle était avant la « déformation » que lui a imposée le capitalisme, la concentration, le monopole, etc..., de même la bureaucratie exploiteuse d'un pays secondaire proteste contre la plus forte en réclamant « l'égalité ».

Que veut dire « rapports égalitaires » ? L'exploitation contre laquelle se plaint Popovic est celle qui est opérée par la péréquation du taux de profit; le prix marchand des produits ne tient pas compte du fait que les mineurs yougoslaves mettent plus de temps à extraire du minerai que leurs camarades de Pensylvanie, mais est établi sur la base d'une moyenne mondiale des temps de travail, d'où résulte un prix unique de la marchandise. C'est la seule base à la fois « éga-

litaire » et rationnelle possible dans un système d'échanges mondiaux développés entre « unités indépendantes ». C'est ce qui permet la sélection des entreprises les plus rentables et leur développement par rapport aux autres. C'est une des manifestations du caractère progressif du capitalisme, dans la mesure où la monopolisation complète de la branche donnée de la production n'est pas encore réalisée.

Mais, dit Popovic, il y a là exploitation : on échange ainsi des quantités « inégales » de travail. Nous ne discuterons pas de cette exploitation : il s'agit surtout de l'exploitation des exploités les moins forts et les moins aptes à survivre de la part des autres, et en tant que telle elle n'intéresse pas le prolétariat. (61) Mais qu'est-ce que vous proposez à la place ?

L'échange de quantités « égales » de travail ? Fort bien; voyons ce que cela peut vouloir dire.

Cela voudrait dire que, par exemple, la France socialiste devrait vendre ses automobiles beaucoup moins cher à la Yougoslavie, c'est-à-dire non pas d'après la quantité moyenne

(61) Avec cette exploitation, Popovic mélange celle qui résulte de la monopolisation de l'économie. Bien qu'il serait fastidieux de relever en détail les erreurs et absurdités contenues dans sa compilation faisons-le pour quelques-unes, à titre d'exemple et pour montrer à quoi se réduit la « contribution » de la bureaucratie yougoslave à la théorie marxiste. Popovic dit que « les monopoles ont le pouvoir de fixer leurs prix à leur gré... » (p. 25). Il s'agit de délire caractérisé. Les monopoles peuvent fixer le prix entre deux limites bien précises : une limite inférieure, qui est le prix de production, et une limite supérieure, fonction de la demande solvable concernant le produit en question. Si même la courbe de cette demande est parfaitement définie, l'analyse économique montre qu'il y a un *prix monopolistique nécessaire*, dans le sens qu'il réalise en fonction des quantités offertes et des coûts de production, le profit maximum vers lequel le monopole est naturellement orienté.

A la même page Popovic soutient que les monopoles exercent « leur action sur le marché mondial de deux façons :

a) dans le sens de l'augmentation des prix des produits finis que les monopoles capitalistes produisent et vendent aux pays arriérés;

b) dans le sens de la diminution des prix des matières premières agricoles fournies par les pays peu développés et les colonies.

De là la tendance constante d'élargir la marge existante entre les prix des produits industriels finis et ceux des matières premières et des produits agricoles, la tendance à renforcer l'exploitation des pays arriérés. » (Ib.)

La tendance à renforcer l'exploitation des pays arriérés a peu de choses à voir avec l'explication qu'en donne Popovic. Celui-ci oublie tout simplement que même la production (pour les matières premières les plus importantes et les industries extractives en général) mais de toute façon le marché des produits agricoles et des matières premières est tout aussi monopolisé que celui des produits finis; que sur le marché mondial le prix de l'étain, du caoutchouc, du blé, du café, du pétrole, etc. font l'objet de la même réglementation monopolistique que ceux de l'acier et du textile; que si effectivement la production de la plupart des produits agricoles n'est pas monopolisée, à l'opposé de ce qui se passe avec la grande majorité des matières premières et des produits finis, ceci signifie simplement que la monopolisation — et par là même l'exploitation du producteur immédiat — intervient au stade de la commercialisation du produit, parce que la vente du produit de la récolte à des groupements monopolistiques d'achat est en droit ou en fait obligatoire pour le producteur; que dans l'histoire économique réelle le rapport existant entre les prix des produits primaires et ceux des produits finis a changé plusieurs fois et qu'il est absolument

mondiale de travail cristallisée dans une automobile, mais d'après la quantité réelle de travail incluse dans les autos françaises que nous supposerons pour l'exemple moindre que la première. En revanche, elle devra acheter le charbon yougoslave d'après le travail réel qui y est incorporé, par conséquent certainement beaucoup plus cher que le charbon de la Ruhr.

Les choses se présenteront alors ainsi :

La France est elle aussi un pays socialiste « indépendant » et en tant que telle, elle fait ce qu'il lui plaît, et surtout ce qui lui profite (à son « fonds d'accumulation socialiste », bien entendu). Donc elle envoie promener le « charbon réel » de Yougoslavie; elle achète du vulgaire charbon allemand (socialiste lui aussi), qui coûte moins cher, et vend ses automobiles là où elle trouve les meilleures conditions (au Danemark, par exemple, pays agricole, mais « avancé », qui de ce fait vend à des bonnes conditions son lard et ses œufs à l'Allemagne et peut s'offrir des automobiles même en les payant plus cher que ce qu'elles ont « réellement » coûté).

Résultat : les pays « indépendants » qui s'obstinent à vouloir vendre du travail « réel » et non du travail moyen sont rapidement éliminés du marché mondial, des « rapports socialistes égalitaires », et condamnés à manger leur propre travail réel jusqu'à en crever (62).

Ah ! mais, s'exclame Popovic, ce n'est pas ce que l'on entendait. Les pays avancés doivent faire un effort, et vraiment nous acheter nos produits et nous vendre les leurs. — Mais puisqu'à vos conditions ils y perdent ? — N'importe, c'est

faux de parler d'une « tendance constante » favorisant le prix des produits finis au détriment de ceux des matières premières et des produits agricoles; que si une telle tendance existe, c'est plutôt la tendance contraire (hausse du prix des produits primaires relativement plus rapide que celle des produits finis), reposant sur le fait que la production industrielle progresse beaucoup plus rapidement que la production primaire et que l'industrialisation constante des pays arriérés agit évidemment dans ce sens puisqu'à la fois elle restreint à la longue sur le marché mondial la demande de produits manufacturés et accroît celle de matières premières et de produits agricoles. Ce qui est important, c'est que l'exploitation des producteurs immédiats par le monopole, à travers l'achat monopolistique de leur production, concerne ces producteurs eux-mêmes, mais nullement le « pays » où ceux-ci se trouvent en tant que tel. Les petits producteurs argentins de blé sont en l'occurrence « exploités », mais il est ridicule de parler de l'« exploitation » que subissent les gros marchands de blé de Buenos-Aires. De même la bureaucratie yougoslave vend à l'Angleterre ou à la Suisse ses œufs, son blé, son bois, son aluminium ou son cuivre aux prix du marché mondial, et ce n'est pas de cette manière qu'elle pourrait être exploitée. Quant au paysan ou mineur yougoslave, lui il l'est de toute façon et de mille manières par cette même bureaucratie, et par le capitalisme mondial.

(62) Ne croit-on pas entendre les utopies délirantes du petit patron qui se plaint que la grande usine baisse « artificiellement et immoralement » le prix des produits et qui revendique le droit de vendre son produit « ce qu'il lui a coûté ».

la moralité socialiste qui est en jeu; il faut qu'ils nous viennent en aide. — Excusez-nous, nous avons cru comprendre que vous vouliez avant tout être « indépendants ».

C'est alors que les camarades Poppard et Poppmeister, respectivement ministres du Commerce Extérieur de la France et de l'Allemagne socialistes, interviennent dans la discussion pour prouver sans difficulté qu'en accordant cette « aide » à la Yougoslavie, ils laisseraient la France et l'Allemagne se faire exploiter par la Yougoslavie et tous les pays « socialistes » arriérés du monde et que ce faisant ils diminueraient le « fonds d'accumulation socialiste » de leurs pays.

Telle est l'impasse objective où aboutit la stupide et réactionnaire « théorie » des « échanges égalitaires entre pays socialistes indépendants ». Cependant, il ne suffit pas de comprendre le caractère ridicule des solutions de Popovic, il faut, ne serait-ce que brièvement, esquisser la solution des problèmes ici posés.

Le problème du développement de l'économie socialiste mondiale après la victoire de la Révolution et particulièrement le problème du rapport entre ses secteurs arriérés et ses secteurs avancés ne pourra être posé et résolu qu'en considérant cette économie mondiale comme une unité et comme un tout. Cela signifie d'abord que l'orientation de l'accumulation ne sera pas définie par le désir ou la volonté abstraite d'« industrialiser les pays arriérés », mais de permettre le développement, le plus rapide et le plus économique, des forces productives matérielles et humaines, étant bien entendu que la première tâche sera d'élever le niveau de vie et les conditions de travail des catégories les plus défavorisées des travailleurs jusqu'au niveau des catégories et des pays les plus favorisés. En ce sens il se peut que les investissements nouveaux se dirigent vers les régions les moins exploitées, mais il n'est nullement fatal qu'il en soit toujours ainsi; le contraire est dès maintenant évident pour certains cas. (63). D'autre part, le « transfert » des fonds pour l'accumulation dans ces pays arriérés ne prendra pas la forme stupide d'« achat » à ces pays de leurs produits à leur « coût réel », ou de « vente au coût réel » des produits finis, mais d'investissements dans

(63) Ainsi il faudra une bonne dose de folie pour créer des usines de machines-outils en Yougoslavie lorsque les usines correspondantes des U.S.A. travaillent à 50 ou 60 % de leur capacité, comme c'est le cas actuellement, c'est-à-dire dans les conditions d'un boom économique; lorsque par conséquent, non seulement il faudra épuiser la capacité de production actuelle, mais aussi, et pendant longtemps, les investissements les plus rentables se feront par élargissement des entreprises existantes.

telle ou telle production, dans le cadre d'une planification unique, pour laquelle la Yougoslavie, du point de vue économique, sera envisagée du même point de vue que la Lorraine ou le Connecticut. Si les Bantous manifestent le désir de s'adonner à la production de microscopes électroniques et de les vendre ensuite aux sommes fabuleuses qu'ils leur auront coûtés, un tel désir serait difficilement acceptable de la part des ouvriers des autres pays; ceux-ci considéreront comme normal d'aider les Bantous à produire ce qu'il est le plus rentable qu'ils produisent, étant données les conditions de leur pays, leur degré de développement technique et son expansion souhaitable et possible dans l'avenir immédiat, et le coût de leur travail qui sera de toute manière égal à celui des autres travailleurs de la planète. De ce point de vue la revendication de l'« indépendance » des Bantous, au même titre que celle des Français et des Russes, serait une bêtise réactionnaire.

Le « fonds d'accumulation socialiste » est mondial, la planification socialiste est mondiale, le prolétariat socialiste est une classe mondiale, et l'« indépendance » des peuples socialistes est limitée par l'indépendance du prolétariat mondial, qui est le seul souverain dans l'affaire. Par ailleurs une comptabilité socialiste rationnelle, moyen indispensable de la planification, n'est possible que sur la base d'un calcul des coûts de production moyens à l'échelle mondiale.

Pour revenir à notre théoricien, celui-ci essaie d'étayer la conception des rapports « égalitaires » par quelques vagues « données » concernant les rapports de la Yougoslavie « avec les pays socialistes plus petits ou moins développés qu'elle », c'est-à-dire — il ne pourrait y avoir que celui-ci — l'Albanie. Popovic affirme avec force que de l'aide qu'elle accordait à l'Albanie, la Yougoslavie ne tirait aucun profit. On n'a aucune raison de le croire; il est de toute façon difficile de le contrôler sur la base des « données » volontairement vagues de Popovic.

Pour commencer par la fameuse question des prix, sur laquelle on voudrait voir en action le principe « égalitaire » des échanges, Popovic nous informe qu'il avait été fixé, en commun accord, des « prix pour toutes les branches de la production (albanaise) », sur la base d'une « marge bénéficiaire moyenne »; on ne sait pas ce qu'était cette marge, mais dans la

mesure où elle était la même que celle établie en Yougoslavie, et dans la mesure où Popovic lui-même reconnaît la « productivité insuffisante de la main-d'œuvre albanaise », vraisemblablement inférieure à celle de la main-d'œuvre yougoslave — cette égalité du taux de profit signifierait concrètement le transfert d'une partie de la plus-value réelle vers la Yougoslavie, c'est-à-dire l'« exploitation » de l'Albanie par la Yougoslavie selon le mécanisme longuement exposé par Popovic lui-même auparavant. D'autre part, les marchandises que l'Albanie recevait de la Yougoslavie « lui étaient comptées selon les prix intérieurs yougoslaves, inférieurs dans l'ensemble aux prix albanais », s'empresse-t-il d'ajouter. Mais *inférieurs aussi aux prix mondiaux*? avons-nous le droit de demander. Car si tel n'est pas le cas — comme il est plus que probable, — si les Albanais par ces échanges « égalitaires » achetaient en Yougoslavie des cotonnades plus chères que celles qu'ils auraient pu se procurer ailleurs, est-ce que la « moralité socialiste » est satisfaite?

Popovic cite enfin le fait que la Yougoslavie accordait à l'Albanie des crédits « sans intérêt », donc désintéressés, pour « prêter une aide réelle et socialiste à un autre pays socialiste ». Mais Popovic lui-même a vendu la mèche quelques lignes plus haut, lorsqu'il écrit (64) :

« Il s'est révélé néanmoins que l'économie albanaise, avec son système d'accumulation socialiste (? !), n'était pas capable d'édifier rapidement le socialisme. L'état particulièrement arriéré de l'Albanie ne le permettait guère et cette circonstance eut pu, tant au point de vue économique que politique, compromettre l'établissement dans ce pays d'une démocratie populaire, mettre en péril, voire empêcher la marche vers le socialisme ». C'est pourquoi « il a fallu que l'accumulation socialiste yougoslave vienne en aide à l'accumulation socialiste albanaise » (souligné par nous). En d'autres termes, il s'agissait surtout d'aider la conservation au pouvoir dans un pays très petit mais stratégiquement important, de la clique pro-russe qui s'y était juchée à la faveur des bouleversements d'après-guerre, et de profiter d'ailleurs de l'occasion pour pénétrer par le truchement des « techniciens », spécialistes, militaires, etc. — tous bénévoles ! — aux postes de contrôle de la vie du pays. Popovic dit lui-même que « la Yougoslavie a pris sur elle, en 1947, d'habiller et d'équiper entièrement

(64) P. 102.